

Pour les jeunes,

IL Y A UN AN



LES BANLIEUES

SERIE 2/8. Notre journal poursuit sa plongée dans les banlieues avec un volet sur le vote des jeunes de ces quartiers. Malgré les efforts des municipalités concernées et le travail des associations sur le terrain, le divorce reste profond avec la politique.

UN AN APRÈS, les quartiers sont-ils toujours décidés à faire entendre leur voix ? Le vote banlieue va-t-il peser en 2007 ? Les émeutes de l'automne dernier n'ont pas entraîné, semble-t-il, une hausse massive du nombre de nouveaux inscrits sur les listes électorales.

Le ministère de l'Intérieur note, fin 2005, que « seulement » 300 000 personnes se sont présentées dans les mairies. Cédric Bloquet, directeur général de l'association Civisme et Démocratie (Cidem), évoque « un frémissement » : « L'augmentation est inférieure à 1 % en France. On parle de hausse significative lorsque la hausse atteint 3 % ».

Le vote des quartiers pourrait faire la différence au second tour

Des pics, ici ou là, ont bien été enregistrés comme en Seine-Saint-Denis (+ 2 %) ou dans le Rhône (+ 1,6 %), deux départements durement touchés par les violences de l'automne dernier. Mais l'appel très médiatique, lancé en novembre 2005 par une pléiade d'artistes à Clichy-sous-Bois (93) semble avoir eu un effet limité. Il est vrai aussi que le phénomène est difficile à mesurer.

« Depuis la loi du 10 novembre 1997, l'inscription sur les listes électorales est automatique pour tous les jeunes atteignant la majorité dans l'année en cours », rappelle le directeur du Cidem, qui vient de lancer une campagne d'information auprès de 2 millions de non-inscrits dont beaucoup se trouvent encore dans les quartiers. Sur le terrain, des associations comme AC-Lefeu, qui manifestait hier soir à Paris, continuent elles aussi leur travail de foumri pour que les cités s'expriment en 2007.

L'enjeu est de taille : le malaise des

banlieues, perceptible même lorsque l'on habite à la périphérie des grands ensembles, sera au cœur de la présidentielle. Pour Vincent Tiberj et Sylvain Brouard, chercheurs du Cevipof (centre de recherches politiques de Sciences-Po) et auteurs de l'enquête « Français comme les autres », le vote des quartiers pourrait même faire la différence au second tour. « Quelque chose est en train de se passer depuis un an. Et on peut s'attendre à un effet de mobilisation contre le ministre de l'Intérieur », relève Tiberj qui s'appuie sur les résultats de trois études réalisées entre avril 2005 et l'été 2006.

« Les gens ont retenu Kärcher, racaille, et les émeutes »

A la question « Nicolas Sarkozy vous inquiète-t-il ? », 56 % des personnes issues de l'immigration maghrébine, africaine et turque répondent oui contre 38,5 % pour les Français en général. Près de 84 % des 18-24 ans issus de l'immigration affichent aussi leur inquiétude. Sarkozy a beau multiplier les signes en faveur de la dis-

crimination positive, pour les deux chercheurs le constat est clair : « Les gens ont retenu Kärcher, racaille et les émeutes. »

Pour autant, les socialistes auraient tort de crier victoire. « Le message du PS sur la banlieue manque de visibilité », reconnaît Gilbert Roger, le maire de Bondy (93) qui rappelle qu'en 2002, Lionel Jospin a perdu la bataille des quartiers populaires. Et dans cette entreprise de reconquête, il n'est pas sûr que les déclarations de Ségolène Royal sur l'encadrement militaire des jeunes délinquants récidivistes en mai aient été bien perçues. Sans compter Jean-Marie Le Pen qui, sans en faire trop, se délecte du malaise et attend, ce qui n'est pas à écarter, un nouvel automne de violences.

EMELINE CAZI
ERIC HACQUEMAND

DEMAIN

TROISIEME VOLET
DE NOTRE SERIE
Comment casser l'école ghetto ?



MAIRIE DU VI^e, PARIS. Le nombre d'inscriptions sur les listes électorales n'a pas connu de hausse importante depuis les émeutes de l'automne 2005. (LP/AURELIE AUDUREAU.)

« Si tu veux l'ouvrir, inscris-toi ! »

GILBERT ROGER, maire (PS) de Bondy (Seine-Saint-Denis)

Avez-vous constaté une hausse sensible du nombre d'inscrits sur vos listes électorales ?

■ **Gilbert Roger.** Il y a un frémissement mais pas vraiment de précipitation, notamment chez les jeunes. Après les violences de l'automne 2005 et l'appel de Jamel Debbouze et Joystarr, j'ai constaté une hausse de 10 % des inscriptions, c'est tout. Néanmoins, j'ai prévu une campagne de communication sur le thème « Si tu veux l'ouvrir, inscris-toi ». Ces opérations sont limitées et ne suffisent pas à réconcilier les quartiers avec le vote : certains habitants sont aujourd'hui totalement désabusés et, pour eux, la participation à une élection n'a plus aucun intérêt.

Comment expliquez-vous cette absence d'engouement ?

Le fossé entre la représentation politique et certains habitants des quartiers s'est creusé : un an après les violences, ils n'ont pas vu de grands changements dans leur vie quotidienne. Cette inertie ne favorise pas la participation à la vie citoyenne : voter n'a plus de sens puisque l'espoir du changement est totalement éteint. Vendredi dernier, nos conseils consultatifs de quartier se sont réunis sur le budget de notre commune en 2007 : aucun jeune n'a participé. Au-delà des campagnes sur l'inscription sur les listes électorales, ce qu'il faut, c'est surtout un changement des pratiques politiques.

La banlieue peut-elle jouer un rôle décisif en 2007 ?

C'est certain. Il suffit de se balader dans les petites villes ou les villages pour s'en rendre compte : le malaise des banlieues touche tout le monde, y compris la province, qui vit ce qui se passe dans les grandes agglomérations comme une violence. L'image de Jacques Chirac se faisant cracher dessus lors d'une visite à Mantes-la-Jolie pendant la campagne électorale de 2002 a profondément choqué les campagnes. J'en suis convaincu : si, en 2002, Lionel Jospin a échoué, c'est aussi parce qu'il a perdu la bataille des quartiers populaires. Pour le PS, il faut regagner le vote en banlieue.

PROPOS RECUEILLIS PAR E.H.

CLES

- **4 %** des électeurs sont des Français originaires du Maghreb et d'Afrique noire. Ceux venant de l'Europe ne dépassent pas les 15 %.
 - **63 %** des électeurs issus de l'immigration africaine, maghrébine et turque se disent de gauche contre 37 % des Français de souche.
 - **56 %** des personnes issues de l'immigration maghrébine, africaine et turque se disent « inquiets » par Nicolas Sarkozy contre 5 % pour les Français de souche.
- Résultats issus de trois enquêtes du Cevipof réalisées entre avril 2005 et l'été 2006.

FRANÇOIS BAYROU

UDF
PLUTOT POUR

« **L'**IDÉE est surprenante pour beaucoup. Pourtant il faut y réfléchir. Avec pour contrepartie de cette obligation de vote la reconnaissance officielle du vote blanc. Trop de gens, trop de jeunes ne se sentent pas concernés par le vote. Et c'est quelque chose que je n'accepte pas et que je veux changer. »



(LP/CORSAN)

OLIVIER BESANCENOT

LCR
CONTRE

« **N'**ON. La citoyenneté implique une prise de conscience si on ne veut pas la résumer à l'acquisition d'un bout de papier. Le vrai mouvement civique qui a suivi la révolte des quartiers, c'est celui de l'inscription collective sur les listes électorales, car, du même coup, on réfléchit à la raison pour laquelle on veut voter. Ce qui devrait être obligatoire dans le vote, c'est que chacun y ait droit, y compris les immigrés, et à toutes les élections. »



(LP/AUBOIROUX)

MARIE-GEORGE BUFFET

PC
CONTRE

« **L'**A montée de l'abstention révèle avant tout les déceptions de beaucoup d'électrices et d'électeurs pour qui la politique ne serait plus capable de changer leur vie. Les gens n'iront voter que s'ils sentent que c'est vraiment utile. En réponse à toutes ces déceptions, je veux dire qu'un véritable changement est possible, sur l'emploi, l'école, les salaires ou le logement. Par exemple, en allant chercher l'argent là où il est inutile ou en donnant plus de droits aux salariés à l'entreprise ! »



(LP/AUBOIROUX)

LAURENT FABIUS

PS
POUR

« **J'**EN suis partisan de longue date. Pour moi, dans une société, il y a des droits et des devoirs. La participation électorale en est un. On sait aussi que l'abstention touche d'abord les couches populaires. Rendre le vote obligatoire, ce serait assurer que leur voix sera mieux prise en compte, et le débat public ouvert à tous. La contrepartie, c'est la comptabilisation du vote blanc. D'ailleurs, cela existe dans plusieurs pays voisins, comme la Belgique. Cela dit, ce ne sera pas suffisant pour rendre aux citoyens confiance dans la politique. »



(LP/DUGIT.)

Série spéciale banlieue sur **RTL**

du lundi 23 au vendredi 27 octobre
Aujourd'hui : Dans le journal de 8H de RTL
« les rapports entre jeunes et policiers aux Mureaux (78) »
Une enquête de Fanny Stenneler